



STATE OF NEW YORK | EXECUTIVE CHAMBER

ANDREW M. CUOMO | GOVERNOR

Pour publication immédiate : 15 janvier 2013

LE GOUVERNEUR CUOMO SIGNE UNE LOI REVOLUTIONNAIRE QUI DOTERA L'ETAT DE NEW YORK DES PROTECTIONS LES PLUS STRICTES DE LA NATION CONTRE LA VIOLENCE ARMEE

Le Gouverneur de l'État de New York M. Andrew M. Cuomo a ratifié aujourd'hui la Loi sur la sécurité concernant les armes à feu et les munitions de l'Etat de New York (NY SAFE Act)(Secure Ammunition and Firearms Enforcement Act), qui dotera l'Etat de New York des lois les plus strictes de la nation en matière d'armes à feu. La loi comprend des dispositions pour interdire la possession d'armes à feu aux criminels condamnés et patients en santé mentale potentiellement dangereux, ainsi que les chargeurs de grande capacité et les armes d'assaut.

Selon la loi, l'Etat de New York sera le premier état de la nation à interdire les chargeurs de plus de sept coups et à effectuer des contrôles d'antécédents immédiats dans tous les cas d'achat de munitions au moment de la transaction. La loi autorisera les autorités à tracer les achats de munitions en temps réel pour alerter les forces de l'ordre en cas d'achat de gros volume, et comprendra une norme au niveau de l'état exigeant la re-certification des permis de port d'arme tous les cinq ans La loi comble également une faille dans les ventes privées pour assurer que tous les achats d'armes à feu seront soumis à un contrôle des antécédents, et renforce les sanctions pénales pour ceux qui utilisent des armes illégales.

« La nouvelle loi limitera la violence armée par le bon sens, des réformes raisonnables, qui préviennent les risques posés par les personnes atteintes de maladies mentales ayant accès à des armes, qui interdisent les chargeurs de grande capacité et les armes d'assaut mortelles », a déclaré le Gouverneur Cuomo. « Cette loi ne concerne pas les chasseurs, les sportifs, ou les détenteurs légaux d'armes à feu qui les utilisent de manière appropriée. Il s'agit de réduire la violence armée et faire de l'Etat de New York un lieu plus sûr où il fait bon vivre. Je remercie le leadership de l'Assemblée et du Sénat pour leur action sur cette importante loi. »

Les dispositions clés de la Loi NY SAFE Act comprennent :

Signalement des professionnels de santé mentale : Selon la loi, les professionnels de santé mentale devront effectuer un signalement aux responsables locaux de santé mentale, toutes les fois qu'il existe une raison de penser qu'un patient est susceptible de s'engager dans un comportement causant un danger sérieux pour lui-même et pour les autres. Cette information sera ensuite comparée avec la

French

nouvelle et complète base de données d'enregistrement des armes à feu, régulièrement mise à jour. Si le patient possède une arme, le permis sera suspendu et les forces de l'ordre seront autorisées à confisquer l'arme.

Interdiction plus stricte des armes d'assaut : La loi contient une définition plus stricte des armes d'assaut, et prévoit l'interdiction immédiate des armes d'assaut qui entrent dans cette définition. Selon ces définitions plus strictes, les pistolets et fusils semi-automatiques avec des chargeurs amovibles et de type militaire seront considérés comme des armes d'assaut. Les fusils de chasse semi-automatiques de type militaire seront également considérés comme des armes d'assaut. Les armes d'assaut possédées avant la date d'entrée en vigueur de la loi doivent être enregistrées dans un délai d'un an et recertifiées tous les cinq ans. Les détenteurs d'armes d'assaut de droit acquis peuvent seulement les vendre en-dehors de l'état ou par l'intermédiaire d'un armurier de l'état agréé au niveau fédéral. Selon la loi, le Bushmaster utilisé lors de la tuerie de Newtown, Connecticut, sera illégal.

Des réglementations plus strictes sur les munitions : Selon la loi, l'Etat de New York aura l'interdiction la plus stricte du pays concernant les chargeurs de grande capacité, avec une limite de sept coups, inférieure à la limite actuelle de dix. La loi prévoit l'interdiction de posséder des chargeurs de grande capacité d'avant 1994, et exigera des propriétaires qu'ils vendent les chargeurs interdits en-dehors de l'état dans un délai d'un an. Les chargeurs dix coups existants peuvent faire l'objet d'un droit acquis, mais devront être chargés seulement avec 7 balles.

Afin de tracer les acheteurs de gros volumes de munitions, la loi fera de l'Etat de New York le premier état de la nation à tracer les achats de munitions en temps réel. Tous les revendeurs de munitions doivent être enregistrés auprès de la Police d'Etat, et chaque vente devra faire l'objet d'un contrôle d'antécédents et de la transmission de l'enregistrement de la vente à la Police d'Etat, afin de permettre des alertes en cas d'achats de gros volumes. Les dossiers sur les munitions seront éliminés dans un délai d'un an suivant la soumission. Les revendeurs doivent signaler toute perte d'inventaire. La loi comprendra l'interdiction des ventes directes de munitions sur Internet. Les munitions commandées sur Internet devront être livrées dans le cadre d'une transaction en personne avec un armurier, et l'acheteur sera soumis au contrôle d'antécédents de l'état. Le tireur d'Aurora aurait amassé 6 000 balles lors d'achats en ligne.

Recertification des armes de poing et d'assaut au niveau de l'état : La loi exigera des personnes qui ont un permis d'arme de poing ou qui ont enregistré une arme d'assaut dans l'Etat de New York de les recertifier tous les cinq ans via leur comté de résidence. Grâce à ces informations plus précises, l'état établira une base de données électronique des permis de port d'armes, qui pourra être comparée à d'autres bases de données contenant les noms des personnes disqualifiées pour posséder des armes à feu, notamment ceux qui ont été condamnés pénalement, qui ont été internés de force dans des unités psychiatriques, qui sont soumis à des ordonnances de protection, ainsi que ceux qui ont des antécédents de décès.

Contrôle universel d'antécédents - combler la faille des ventes privées : La loi exigera que toutes les transactions d'armes à feu entre parties privées, sauf la famille proche, soient effectuées par un titulaire de permis fédéral de port d'armes, soumis à un contrôle fédéral d'antécédents criminels immédiat.

Disposition Webster : Selon la loi, le meurtre d'un premier intervenant dans l'exercice de ses fonctions deviendra un crime de Classe A-1, avec une peine obligatoire d'emprisonnement à vie, sans libération conditionnelle. Cette disposition a été créée en l'honneur de la mémoire du Lieutenant Mike Chiapperini et de Tomasz Kaczowka, qui ont été victimes d'une fusillade fatale à Webster, Etat de New York, le 24 décembre 2012.

Extension et renforcement de la Loi Kendra : La loi Kendra sera étendue pour deux ans - jusqu'en 2017 - et la période de traitement obligatoire en ambulatoire sera étendue de 6 mois à un an. De plus, une examination sera exigée avant la libération d'un détenu atteint de maladie mentale.

Protéger les familles : Toutes les fois qu'un juge émettra une ordonnance de protection et pensera qu'il existe un risque important que la personne soumise à l'ordonnance utilise une arme à feu contre la personne protégée par l'ordonnance, le juge devra confisquer l'arme.

Stockage des armes en toute sécurité : Afin d'assurer que les armes restent inaccessibles à ceux qui sont frappés d'interdiction de les posséder, la loi exige un stockage des armes en toute sécurité dans les foyers où vivent des personnes qui ont été condamnées pour un crime, ont été internées de force dans des unités psychiatriques, ou sont soumises à une ordonnance de protection. La loi de l'état actuelle exige déjà que toutes les armes à feu vendues chez des armuriers dans l'état soient vendues avec un verrouillage.

Eliminer les armes à feu dans les écoles : Selon la loi, la sanction pour posséder une arme à feu sur un campus scolaire ou dans un bus scolaire passera de délit à crime de Classe E. La Loi de l'état contre la violence à l'école SAVE Act (Safe Schools Against Violence in Education) exige que les districts scolaires définissent des plans de sécurité, notamment concernant l'évacuation, la sortie, la réponse communautaire, les alertes aux familles, aux forces de l'ordre, et autres écoles de la région, dans le cas d'un incident violent ou d'une autre situation d'urgence. La loi autorisera les districts scolaires à soumettre leurs plans de sécurité à une équipe, nouvellement créée, d'amélioration de la sécurité à l'école dans l'Etat de New York (New York State School Safety Improvement Team), composée de représentants des agences de l'état avec une expertise pertinente (par exemple, DHSES, Police de l'Etat, DCJS), qui révisera les plans et assistera les localités dans le développement des plans. Certaines améliorations du système de sécurité feront l'objet d'un remboursement accru dans le cadre de l'aide de l'état relative à la construction scolaire. La Ville de New York, Buffalo, Rochester, Yonkers et Syracuse seront exemptées.

Renforcement des sanctions pour l'usage illégal d'armes à feu : La loi prévoit des sanctions plus strictes pour ceux qui utilisent des armes illégales et des mesures pour combattre la violence des gangs. Selon la loi, les peines plus graves comprennent :

French

- La possession d'une arme non chargée passera de délit à crime de Classe E.
- Blessier un enfant par imprudence avec une arme à feu deviendra un crime de Classe D.
- L'achat d'une arme à feu par une personne que l'acheteur connaît pour être disqualifiée en raison d'une condamnation pour un crime, un internement forcé dans une unité psychiatrique, ou une autre disqualification, passera de délit à crime de Classe D. La vente ou la transaction d'une arme à feu à une personne connue pour être interdite de possession d'arme passera de délit à crime de Classe D.
- Des sanctions plus strictes pour permettre des poursuites plus efficaces contre les gangs, autorisant un procureur à demander une peine de prison de 25 ans à la perpétuité (auparavant l'emprisonnement était limité à 15 ans) pour le groupe tout entier lorsqu'un gang est impliqué dans un meurtre.
- L'usage ou le port d'arme lors d'un trafic de drogue ou d'un crime violent impliquera une peine minimum obligatoire de 5 ans, si l'arme est chargée et un minimum obligatoire de 3 ans et demi si l'arme n'est pas chargée. (Le tribunal pourrait imposer une peine plus légère dans les affaires de trafic de drogue en fonction des circonstances atténuantes).
- Partager une arme avec une personne qui n'est pas autorisée à posséder une arme et qui commet un crime constituera une complicité criminelle.

###

Des informations supplémentaires sont disponibles sur www.governor.ny.gov
Etat de New York | Executive Chamber | press.office@exec.ny.gov | 518.474.8418